



Rennes, le 03 12 2025
Communiqué de Presse

« Espace Social Commun Simone Iff : une évacuation sans heurt, la nécessité de proposer des solutions pérennes »

Jeudi matin, s'est déroulée l'évacuation de l'Espace Social Commun Simone-Iff occupé depuis le 29 octobre 2025 par des hommes, des femmes et des enfants exilé.es, ainsi que par des associations. Cette décision n'a pas été prise à la légère par le département d'Ille-et-Vilaine. Elle a été précédée d'un travail de recherches de solutions dignes, pour les familles, en coordination avec les services de la Préfecture.

Outre la prise en charge par notre collectivité des femmes isolées avec enfants de moins de 3 ans et/ou enceintes, le Département a également apporté son soutien à la Préfecture dans la recherche de solutions pour les autres familles. Nous serons ainsi vigilant.e.s à ce que les solutions soient pérennes quel que soit l'âge des enfants et la situation des familles.

Néanmoins, pour les autres situations, les mesures actuelles de l'Etat restent transitoires. Si les personnes évacuées sont prises en charge, leurs situations doivent encore faire l'objet d'une évaluation. Nous déplorons que des personnes risquent de se retrouver sans solution et nous interpellons l'Etat sur les risques d'une décision partielle : l'errance, le sans-abrisme doivent être reconnus comme des vulnérabilités.

Nous savons combien ces situations sont complexes et douloureuses et nous ne pouvons pas nous satisfaire de potentiellement voir des personnes retourner à la rue dans quelques jours. Cependant, **nous reconnaissons que l'évacuation s'est réalisée sans heurt, dans le respect et la sécurité de chacun.e.**

Cette occupation avait atteint ses limites, tant pour les personnes mises à l'abri qui restaient dans l'incertitude, les publics de l'ESC qui n'avaient plus accès aux services, que pour les personnels de la ville et du Département. L'espace peut désormais retrouver sa vocation d'accueil et d'accompagnement.

Face à ces évènements, **nous ne pouvons pas nous résoudre à considérer que les campements, les occupations et les évacuations qui s'en suivent, comme des réponses acceptables à la problématique du sans-abrisme des exilé.es.** Cette crise révèle les limites de notre modèle actuel d'accueil et d'hébergement d'urgence. C'est pourquoi nous appelons à une réflexion collective afin d'aboutir à des solutions structurelles, d'anticipation et de coordination. En Bretagne un dialogue plus abouti et une coordination plus importante entre les différentes collectivités et l'Etat devraient voir le jour.

Nous élu.es écologistes, fédéralistes resterons pleinement mobilisé.es sur la question de l'hébergement digne des migrant.es, notamment en proposant des hébergements, convaincus que la solidarité et l'humanité doivent servir de fondement pour une véritable réforme.

Olwen Dénès et Marion Le Frène,
Co-président-e-s du groupe Ecologiste Fédéraliste et Citoyen
Conseil départemental d'Ille-et-Vilaine.
groupe.efc@ille-et-vilaine.fr